



**UNIVERSITE CHEIKH
ANTA DIOP DE DAKAR**

**LABORATOIRE DE RECHERCHES
ECONOMIQUES ET MONETAIRES**

Ndongo Mané KEBE

**TRANSFERTS DE FONDS DES EMIGRES ET CROISSANCE
ECONOMIQUE AU SENEGAL.**

Document de travail n°10

Novembre 2012

**LAREM – UCAD
Sénégal**

Résumé

Cette présente étude porte sur l'impact des transferts de fonds des émigrés sur la croissance économique au Sénégal sur la période 1980-2005. Les différents indicateurs analysés dans le chapitre 1, montrent que les transferts de fonds représentent un enjeu réel pour l'économie sénégalaise. Par ailleurs, les estimations par la méthode des moindres carrés ordinaires révèlent que de par leurs utilisations, notamment la consommation, les transferts ont un impact positif et significatif sur la croissance économique. Cependant, il ressort de cette étude que cet impact peut être amélioré si les transferts de fonds étaient plus orientés vers les investissements productifs et qu'ils empruntaient plus les circuits formels. De ce point de vue, des efforts sont à encourager du côté des autorités politiques pour mieux canaliser les transferts et accompagner les émigrés dans leurs processus de création et de gestion d'entreprise.

Mots clés : Migration ; Transferts migratoires ; croissance économique ; Impact

Introduction

Les transferts de fonds effectués par les migrants à travers le monde sont en augmentation continue si on se fie aux données du Fonds Monétaire International (Balance of Payments Statistics, 2007) qui font état de volumes de transferts croissants depuis les années 1970. Ainsi, les transferts de fonds par les émigrés constituent une source externe de flux financiers en évolution croissante et régulière. Ils ont continué à augmenter pour passer de 116 milliards de dollars en 2002 à 240 milliards de dollars en 2007 soit un d'accroissement¹ de 107%. Au même moment, l'investissement direct étranger et les mouvements de capitaux ont chuté considérablement à cause de la récession qui a frappé les pays développés et plus récemment la crise financière. Ces chiffres ne sont que des estimations et selon la Banque Mondiale (BM), le montant officiel des transferts est inférieur de 50 % en moyenne aux flux réels car il ne tient pas compte d'une part, des transferts dont le montant est inférieur aux seuils de déclaration obligatoire (12 500 euros dans l'Union européenne) et d'autre part, des transferts revêtant un caractère informel (c'est-à-dire effectués en dehors des réseaux des banques et des sociétés de transferts d'argent), quel que soit leur montant.

Cependant, si cet accroissement fait l'unanimité, les chercheurs ne s'accordent pas, quant à l'impact de ces transferts sur l'économie des pays bénéficiaires. En effet, l'analyse des liens entre les transferts et la croissance à long terme ne conduit pas, selon la BM, à des conclusions unanimes. Ainsi, les résultats relatifs à l'impact des transferts migratoires sur la croissance économique demeurent mitigés et complexes. Si d'aucuns soutiennent l'effet positif des transferts dans le bien-être des populations par l'amélioration de l'habitat, l'éducation, la santé (Adams, 2004), les investissements financiers (Glystos, 2002 ; Lucas, 2005), la productivité et l'emploi (Leon-Ledesma et Piracha, 2004) ou le développement financier (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2005), d'autres par contre mettent en exergue l'impact négatif et significatif sur la croissance économique des pays (Chami et al., 2005) comme la réduction de la compétitivité du pays et l'accroissement du déficit extérieur. Selon Kapur (2004), les conséquences des migrations sur le développement dans le long terme ne sont pas encore bien comprises.

Ainsi, l'ampleur des transferts se mesure d'un point de vue économique par le montant élevé des transferts qui augmente d'année en année. Il a été souligné que les transferts sont supérieurs au total de l'aide octroyée au développement estimée à 87 milliards de dollars en 2005. Et selon la Banque mondiale, les transferts de fonds à destination des pays du Sud représenteront 200 milliards de dollars par an à l'horizon 2020. Dès lors, il apparaît nettement que les transferts migratoires constituent un véritable enjeu économique dans les pays de destination.

¹ Le montant global des transferts migratoires, en incluant ceux à destination des pays développés, s'élevait à 170 milliards de dollars en 2002 et 318 milliards de dollars en 2007. Il est important de noter que les estimations de la banque mondiale ne tiennent compte que des transferts officiels. Si l'on inclut les transferts par des voies informelles, le montant réel des flux financiers de l'émigration est plus élevé. Selon la banque mondiale, le montant total des transferts migratoires serait environ le double de celui des statistiques officielles.

Dans ce contexte, le Sénégal constitue un cadre d'étude pertinent. Et pour cause, selon Gupta et al (2007), en 2005, il figurait dans le top 10 des pays bénéficiaires de transferts de fonds en Afrique Subsaharienne. Par ailleurs, comme l'atteste la présence importante des institutions de transferts d'argent dans presque tous les établissements financiers du pays, chaque année une véritable manne financière provient des transferts migratoires, constituant l'une des sources financières les plus stables et renforçant du coup la balance des paiements. Ainsi, l'importance du marché sénégalais réside dans le fait que c'est un pays à forte densité migration et où les circuits informels de transferts d'argent sont en nette régression (Banque Africaine de Développement, 2008).

Dès lors, les transferts migratoires se présentent comme une source de revenus incontournable dans les familles des migrants et dans une moindre mesure dans les familles des non migrants. Cette situation se justifie, au Sénégal comme dans tous les pays en développement, par les crises socio-économiques qui perdurent et qui poussent davantage les jeunes et les moins jeunes à l'émigration. Ainsi, les transferts de fonds des émigrés sont devenus un enjeu socio-économique déterminant dans l'économie sénégalaise dans la mesure où ils représentent une part significative des ressources du pays et constituent une source financière importante pour les familles bénéficiaires.

Ayant compris cela et ne pouvant garantir un emploi à tous, l'Etat du Sénégal a signé des accords en matières d'émigration avec les pays du Nord. C'est le cas des accords de l'émigration concertée avec la France ou avec l'Espagne dans le cas de contrats de travail. Et un Etat ne peut laisser une partie de sa main-d'œuvre se diriger vers le marché extérieur sans justifier cette pratique par des retombées économique qui profitent à l'économie nationale notamment leur impact sur la croissance.

Ainsi, ce présent sujet de recherche se veut une contribution à la littérature en se référant de façon spécifique au cas du Sénégal. L'aspect longitudinal de l'impact des transferts sur la croissance, nous pousse à étudier une période assez longue allant de 1980 à 2005 afin de mieux appréhender cet impact. Au-delà de la description de l'évolution des transferts, cette étude est une évaluation objective et approfondie de l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique à l'aide d'outils économétriques. Et ce, en vue de constituer un document aidant à la prise de décisions pour les autorités compétentes.

Les objectifs spécifiques se résument en : l'évaluation des transferts de fonds des émigrés, la détermination de leurs effets sur l'économie et en l'étude de la manière dont ces transferts impactent sur la croissance économique. Ainsi, cette présente étude s'intéresse à la problématique de l'impact des transferts sur la croissance au Sénégal. Pour atteindre ces objectifs de recherche nous procéderons par une analyse économétrique de données chronologiques pour vérifier l'existence de lien entre ces deux concepts. Dès lors nous posons comme hypothèse que les transferts migratoires contribuent fortement à la croissance économique.

Ainsi notre travail est structuré de la manière qui suit. Le premier chapitre sera consacré à l'analyse du lien entre transferts et croissance suivant des faits stylisés, le chapitre deuxième fera l'économie de la revue de la littérature théorique et empirique. Et enfin, l'analyse économétrique de l'impact constituera le chapitre troisième.

I- Transferts migratoires et croissance économique au Sénégal : les faits stylisés

Dans ce chapitre nous évoquerons dans un premier temps les tendances des transferts et dans un deuxième temps nous analyserons, à travers quelques ratios, la relation entre les transferts et quelques agrégats macroéconomiques.

1- Principales tendances des transferts migratoires

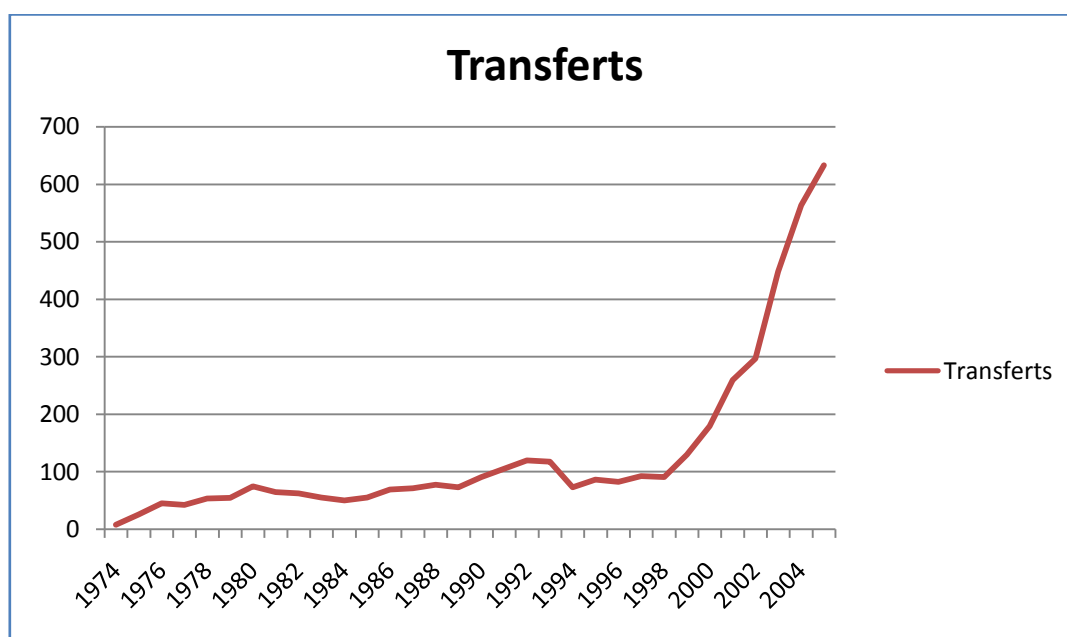
Nous disposons des montants de transferts de fonds allant de 1974 à 2005, tirés de International Monetary Fund (2007), Balance of Payments Statistics (2007). Leur exploitation nous permettra de dégager leurs tendances.

a- Evolution des transferts de 1974-2005

L'émigration représente une source financière importante pour une grande partie des sénégalais et pour le pays entier, compte tenu du volume des fonds qui sont transférés chaque année par les émigrés. Ils ont connu une progression extrêmement rapide ces dernières années.

Ainsi le graphique ci-dessous montre une forte tendance à la hausse des transferts de fonds des migrants sénégalais. En effet, sur 32 ans (1974-2005), ces transferts n'ont baissé que 10 fois. Globalement, ces périodes de baisse ne sont pas régulières, elles n'ont été successives qu'entre 1981 et 1984 et de 1993 à 1994 ; la dernière année de baisse remontant en 1998. Donc, depuis 1999, les transferts d'argent ne cessent d'augmenter avec une croissance moyenne de 33% par an. En termes absolus, les migrants sénégalais ont envoyé 129,7 millions de dollar US en 1999 et 633 millions de dollar US en 2005.

Figure 1 : Evolution des transferts de fonds au Sénégal de 1974 à 2005.



Source: International Monetary Fund (2007), Balance of Payments Statistics (2007)

Il apparaît clairement que ces transferts de fonds soient moins volatiles, donc plus stables que les autres flux intérieurs de capitaux. En effet, le Sénégal est un des principaux pays de réception de fonds des émigrés (4ième en Afrique sub-saharienne, derrière le Nigéria, le Lesotho et le Soudan). Cette stabilité des transferts d'argent pourrait permettre au gouvernement sénégalais de réduire ses besoins d'accès au capital international. Les transferts de fonds s'effectuent toute l'année, avec cependant des pointes consécutives aux principales fêtes religieuses musulmanes (Tabaski, Korité, Tamxarit), catholiques (Noël) et confrériques (Magal de Touba).

b- Les utilisations de ces transferts

Les utilisations des transferts sont généralement classées en trois catégories : la consommation courante, l'épargne et les investissements.

La consommation courante représente l'essentiel des utilisations des transferts reçus des émigrés. Selon une étude récente (Ch. Diop, 2003), ce volet représenterait 75% du total des transferts, ce qui n'est pas éloigné des 80% rapportés dans une autre étude (Daum, tiré de A.S. Fall : 2002). Les sommes perçues par les familles des émigrés sont presque entièrement utilisées à des dépenses de consommation des ménages. C'est donc un enjeu vital pour les populations, notamment les communautés vivant dans les zones de forte émigration.

Les transferts sont également placés en épargne pour environ 10% (Ch. Diop, 2003). Notamment l'épargne se fait souvent à la Banque de l'Habitat du Sénégal en vue probablement de réaliser prochainement un investissement immobilier.

Les investissements sont très loin derrière la consommation. Il y a deux types d'investissement : l'immobilier et le commerce ou d'autres genres d'affaires commerciales. L'investissement le plus en vue chez les migrants est l'immobilier. Cela représente l'essentiel des investissements et environ 8% des utilisations des transferts totaux (Diop, 2002). Les investissements sont destinés à l'acquisition de terrains, des maisons pour loger sa famille, préparer son retour, et/ou effectuer un placement (notamment à Dakar compte tenu de la forte rentabilité du secteur de l'immobilier depuis quelques années). Les investissements productifs sont comparativement beaucoup plus rares et se concentrent dans les secteurs des transports (taxis, cars), du commerce (importation de véhicules et pièces détachées d'occasion notamment) et, dans une moindre mesure, de l'agriculture (financement de projets d'élevage et de maraîchage notamment). Ces investissements constituent généralement un soutien aux initiatives des membres de la famille qui demandent assistance. Ce qui diminue la charge financière pour l'émigré.

Malgré ces velléités d'investir, on note une faiblesse du niveau des investissements qui pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs. Certains gouvernements ont cherché à encourager les émigrés au retour avec, comme mesure incitative, l'allocation d'un fonds leur permettant de financer un projet au pays.

c- Analyse descriptive des transferts

Sur la période 1974-2005, le Sénégal a reçu environ 4250 millions de dollar US au titre des ressources envoyées par les migrants, soit en moyenne 133 millions de dollar US par an. Par ailleurs, 50% des migrants ont envoyé à leurs familles moins de 76 millions de dollar US, ce qui représente moins de 57% du montant moyen annuel transféré. Par ailleurs, on observe de grands écarts entre les niveaux des transferts d'argent dans la

mesure où, sur l'ensemble de la période, le montant le plus faible envoyé par les migrants est de 8 millions de dollar US approximativement, alors que le plafond de ressources transférées s'élève à 633 millions de dollar.

Il n'y a pas d'informations précises concernant le montant annuel moyen des transferts par émigré. Cependant, des études récentes (NIDI/Eurostat, 2000) indiquent que les émigrés vivant en France envoient en moyenne entre 1,000 et 1,350 USD par an et par personne, représentant dans certains cas entre 15 et 65% de leurs revenus annuels (notamment dans la communauté des ressortissants de la Vallée du Fleuve Sénégal).

2- Les transferts de fonds et la croissance économique

Nous parlerons d'abord des contributions des secteurs à la croissance économique du Sénégal avant de procéder à l'analyse de relations entre les transferts et quelques agrégats macroéconomiques.

a- Les facteurs déterminants de la croissance économique

La décomposition de l'offre globale montre que la moitié de la croissance économique s'est concentrée autour de cinq secteurs, pendant la période 1995-2004, avec par ordre décroissant d'importance : le commerce, qui contribue pour 18% à la croissance du PIB en dehors de l'administration publique, les postes et télécommunication (9%), agriculture (8%), la construction (7%), et les activités immobilisées (6%).

Par ailleurs, l'évolution globale de l'économie sénégalaise montre sa forte dépendance par rapport au secteur primaire où se concentrent 58% de la population avec seulement 15% du PIB. Le comportement de quelques ressources de base peu liée à une demande intérieure par ailleurs faible, détermine encore largement les performances de l'économie nationale.

Le secteur primaire, a enregistré une légère hausse de 0,9% en 2007 contre une baisse de 2,9% en 2006. Ce quasi stabilité du secteur est essentiellement imputable à la baisse de l'activité dans le sous-secteur de l'agriculture compensée par la bonne tenue du sous-secteur de l'élevage et de la pêche

Le secteur secondaire, quant à lui, devrait s'est redressé après la léthargie observée en 2006 et consécutive au contexte de crise dans lequel il a évolué. Cette évolution favorable serait induite par la vigueur du sous-secteur des Bâtiments et Travaux Publics, la bonne tenue des sous-secteurs énergétique et des corps gras alimentaires mais aussi par la reprise de l'activité de production des ICS et de la SAR et ce, malgré la persistance de la flambée du prix du pétrole. Ainsi, la croissance du secteur est attendue, en 2007, en hausse de 6,3% après une baisse de 1,7% en 2006.

Le secteur tertiaire, moins affecté par la hausse des prix des produits pétroliers, a enregistré une croissance estimée à 6,5% contre 3,5% en 2006. Cette croissance serait tirée en grande partie par le dynamisme du sous-secteur des télécommunications qui a connu une progression de 14%.

Concernant les ressources du PIB, la consommation finale représente environ 92% du PIB en 2007, soit un taux d'épargne intérieure brute de 8% contre 7,6% en 2006. Le taux d'épargne intérieure publique est estimé à 6,2%, tandis que celui du secteur privé se situe à 1,8%.

La Formation Brute de Capital Fixe a progressé de 8,5%, en termes réels, en raison essentiellement de l'investissement public (19,0%). L'investissement privé est lui, égal à

5,0%. En conséquence, le taux d'investissement qui en ressort est de 25,4% en 2007 contre 25,2% en 2006, soit en légère amélioration. Les investissements publics se sont consolidés avec la poursuite du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine et de la mise en œuvre du programme d'infrastructures dans le cadre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI).

Globalement la demande intérieure a augmenté de 4,6% en termes réels. S'agissant de la demande extérieure nette en termes réels, en 2007, les exportations de biens et services ont augmenté légèrement de 0,3% et les importations de biens et services de 1,5%.

b- Analyse de quelques ratios

Aujourd'hui les sommes en jeu sont considérables et les autorités du Sénégal sont conscientes de l'enjeu des transferts, notamment compte tenu de leur apport dans la balance des paiements. Ils correspondent à 88% des transferts privés totaux. Par rapport aux autres secteurs de l'économie nationale, les transferts des travailleurs sont passés en première place en 2002. L'analyse de quelques ratios permet de mieux apprécier le rapport transferts et croissance.

Le rapport transferts/ PIB montre que, sur la période 1974-2005, les transferts d'argent représentent plus de la moitié du PIB de 2005 du Sénégal (51%). De ce résultat une question se dégage : quel serait le montant des gains de production générés dans l'économie grâce à un réinvestissement des transferts d'argent dans des circuits productifs ? La réponse est donnée par le ratio des transferts de fonds au coefficient marginal du capital (ICOR)². Selon ce rapport, un réinvestissement des transferts d'argent dans des activités productives permettrait de générer dans l'économie sénégalaise une production supplémentaire évaluée à 20,142 milliards de \$ US. Ce résultat montre ainsi que les ressources transférées par les migrants sénégalais à leurs familles d'origine peuvent être sources d'accroissement de la production, donc de croissance économique.

Le rapport transferts/ APD montre que les transferts d'argent représentent plus de 6 fois l'APD reçue par le Sénégal en 2005. Au même moment, les transferts de fonds font 1,21 fois la dette extérieure contractée par le Sénégal. Ainsi grâce à ces transferts, le Sénégal pourrait réduire significativement ses besoins d'aide au développement et d'endettement extérieur et, par conséquent, sa dépendance vis-à-vis de la coopération bilatérale et multilatérale.

Le rapport transferts/exportations montre que les transferts de fonds effectués par les migrants vers le Sénégal représentent près de 2 fois les exportations globales comptabilisées dans ce pays en 2005. Cette conclusion indique que les transferts d'argent jouent un rôle très important dans la balance des paiements du Sénégal en contribuant significativement à contenir les vulnérabilités de la position extérieure du pays.

Les calculs révèlent toujours que sur la période 1974-2005, les transferts de fonds par tête s'élèvent à 196.429 FCFA pour le Sénégal. Si ce résultat est interprété comme étant le revenu additionnel dont dispose chaque personne bénéficiant d'envois de fonds, alors on en déduit que ces ressources transférées par les migrants portent le revenu par tête à un niveau égal aux transferts d'argent par tête augmentés du PIB par tête (383.294FCFA). Par analogie, l'aide

²ICOR (Incremental Capital Output Ratio) indique les gains de production générés par unité de capital. Il est égal au rapport entre la variation du capital (investissement ou formation brute de capital fixe) et la variation de la production (PIB) (Beja, Junvith et Ragusett, 2004).

publique au développement (32.516FCFA/tête) porte le revenu par tête à un niveau égal à l'aide publique au développement par tête ajoutée au PIB par tête. Ainsi, les transferts de fonds sont une source de réduction de la pauvreté à travers un accroissement du revenu de chaque Sénégalais qui en bénéficie.

L'analyse des ratios montre que les transferts de fonds sont une source d'accroissement de la production, donc de croissance économique ; de réduction de la dépendance du Sénégal vis à vis de la coopération bilatérale et multilatérale ; d'amélioration de la position extérieure du Sénégal ; de réduction de la pauvreté à travers un accroissement du revenu de chaque Sénégalais qui en bénéficie.

II- Revue de la littérature sur transferts de fonds des émigrés et croissance économique

Ce chapitre nous permet de passer en revue les différentes thèses suscitées par l'impact des transferts de fonds par les émigrés sur la croissance économique.

1- La littérature théorique

Malgré la reconnaissance du rôle que peuvent jouer les transferts sur la croissance, très peu de recherches, à notre connaissance, ont évalué de façon théorique l'effet des transferts sur la croissance.

Par contre la relation entre migration et croissance économique, notamment l'apport de la main d'œuvre étrangère dans les pays d'accueil a intéressé bon nombre d'auteurs. A ce titre, le modèle néoclassique constitue le point de départ des analyses de la relation entre migration et croissance. Le premier modèle de croissance suivant le schéma néo-classique, a été l'œuvre d'un économiste keynésien, R. Solow (1956). La caractéristique première de ce modèle par rapport aux modèles keynésien est d'une part la variabilité et l'endogénéité du coefficient de capital et, d'autre part, l'existence d'une croissance équilibrée stable lorsque les taux d'épargne global et de croissance de la population sont donnés et constants.

Ainsi le modèle repose sur l'hypothèse fondamentale de concurrence pure et parfaite où l'économie se trouve dans un univers d'équilibre simultané des marchés des produits et des facteurs de production. La fonction de production utilisée est linéaire et homogène ; ce qui signifie économiquement des rendements d'échelle capitalistiques³. Autrement dit, toute offre d'emploi émanant du secteur capitaliste est immédiatement satisfaite en raison notamment de l'existence d'un chômage déguisé dans le secteur de subsistance et d'un différentiel de revenus ces transferts de main-d'œuvre du secteur de subsistance au secteur capitaliste est ainsi un processus continu.

Certains économistes comme Kindleberger (1967), se sont appuyés sur cette hypothèse d'une offre de travail infiniment élastique de A. Lewis (1954) pour affirmer le rôle de la main-d'œuvre étrangère sur la croissance économique⁴. L'immigration profite ainsi aux

³ Sur le modèle d'A. Lewis, voir en particulier Marc Penouil (1990). Socio-économie du sous-développement, Précis Dalloz.

⁴ Kindleberger (1967) affirme que la disponibilité des travailleurs immigrés, ayant favorisée une offre illimitée de travail, a été un des éléments moteurs de la croissance européenne au lendemain de la Seconde guerre.

pays d'accueil en leur permettant, par l'apport de main-d'œuvre d'appoint dans les secteurs qui en ont bénéficiaires, de maintenir voire d'accroître leur taux d'expansion économique.

Cependant, il est très difficile d'évaluer les avantages retirés de l'immigration, à savoir la valeur de la contribution brute à la production des travailleurs immigrés et leur part effective de leur apport sur la croissance économique par rapport à celle des autres facteurs de production que sont les travailleurs nationaux et le capital.

2- La littérature empirique

Dans cette partie on note deux thèses: celle dite la thèse développementaliste qui souligne les effets positifs des transferts et la thèse dite « le syndrome de l'émigration » qui s'oppose à la première.

a- La thèse développementaliste

Selon les théories de la nouvelle économie de la migration (Stark, 1991), la mise en mouvement des individus résulte essentiellement de décisions collectives et vise à pallier les situations d'incertitude qui caractérisent les pays du Sud. Les migrants seraient moins motivés par le désir de maximiser leurs revenus (analyse néo-classique) que par la volonté de surmonter, dans leur communauté d'origine, le manque de capitaux et de crédits ou le défaut d'assurance contre les risques (mauvaise récolte, perte d'emploi, etc.).

Ainsi, les transferts d'argent opérés par les émigrés entrent dans ce cadre et exercent incontestablement un certain nombre d'effets sur le bien-être. Premièrement, ces transferts constituent une importante source de revenu pour de nombreux ménages à revenu faible dans les pays en développement. Deuxièmement, ils fournissent les devises fortes nécessaires pour importer des facteurs de production rares, non disponibles sur le plan intérieur, mais aussi pour effectuer des économies supplémentaires en vue du développement économique (Ratha, 2003; Taylor, 1999; Quibria, 1997).

Les transferts améliorent le bien-être non seulement des populations bénéficiaires mais aussi de celles qui n'ont pas de parents à l'étranger (Djajic (1986)). Mesnard (2001) à partir d'un modèle à générations successives fait ressortir sous les hypothèses d'indivisibilités et d'imperfections sur le marché du capital que les transferts intergénérationnels favorisent un impact positif de l'émigration temporaire et de l'accumulation du capital sur la prospérité des pays d'origine. Par la liberté d'émigrer a des effets sur le retour des migrants et sur la diffusion des connaissances acquises à l'extérieur (Domingues Dos Santos et Postel-Vinay (2003)). Cette dernière constitue ainsi un facteur de croissance dans les pays d'origine. Une équipe de la Banque Mondiale (World Bank, 2006) à partir d'un modèle standard d'équilibre général modifié, pour prendre en compte les différences entre migrants et autochtones ainsi que les transferts, révèle que les gains en bien-être associés aux transferts s'accroissent avec la part de salaires gagnés dans les pays à revenus élevés qui est dépensée dans les pays à bas revenus.

Toutefois, nombre de chercheurs ont supposé que l'ampleur de l'impact sur le développement des transferts d'argent dans les pays bénéficiaires dépendait de la manière dont cet argent était dépensé. C'est ainsi que de nombreux ouvrages étudient l'utilisation de l'argent transféré pour la consommation, le logement, l'achat de terrains, l'épargne et l'investissement productif. Il n'y a pas de doute que le fait de consacrer cet argent à

l'investissement entrepreneurial influe directement et de façon positive sur l'emploi et la croissance. Toutefois, d'autres chercheurs ont démontré que même si l'argent transféré est affecté à la consommation et à l'achat immobilier, il peut avoir divers effets indirects sur la croissance économique. Parmi ces effets figurent le déblocage d'autres ressources pour l'investissement et la production d'effets multiplicateurs.

Par ailleurs, selon des études économiques récentes, les fonds transférés peuvent exercer un effet multiplicateur considérable même quand ils ne sont pas investis. Un dollar provenant d'un transfert qui est dépensé pour satisfaire des besoins essentiels stimule le commerce de détail, ce qui dynamise la demande de biens et de services, et celle-ci stimule à son tour la production et l'emploi (Lowell et de la Garza, 2000). A côté de ceux qui soulignent l'impact positif des transferts sur les économies d'origine, se trouvent les supporters du « syndrome à l'émigration ».

b- Les supporters du « syndrome à l'émigration »

Ces chercheurs soutiennent que les migrations ont aussi pour effet d'accroître la demande de produits importés de la part, aussi bien des ruraux comme des urbains, réduisant ainsi la demande de biens locaux avec pour effet une hausse du coût de la vie et une baisse du pouvoir d'achat des populations. Elles favorisent également les activités non productives et une dépendance vis à vis des transferts de la part des bénéficiaires dans les pays en développement (Lipton 1980 ; Binford, 2003). Les transferts pourraient influencer les taux de change en favorisant l'appréciation des monnaies des pays receveurs ou le ralentissement des dépréciations (le Dutch disease ou syndrome hollandais)⁵ avec les effets néfastes sur les exportations, l'emploi (Banque Mondiale, 2006) et la croissance (Chami et al, 2005). De plus, les coûts financiers de l'émigration montrent que les migrants ne proviennent en général pas des couches sociales les plus pauvres si bien que cet investissement a pour effet non pas de réduire mais plutôt d'accroître les inégalités (Zachariah et al. 2001).

Enfin, comme les transferts s'inscrivent dans un contexte de déficit d'information et d'incertitude économique, il se pourrait qu'il y ait là un important problème de risque moral engendrant un effet préjudiciable pour la croissance économique. Étant donné l'impact de cet argent sur le revenu, les gens pourraient se permettre de travailler moins, diminuant ainsi l'offre de main-d'œuvre (Chami et al. (2003)).

⁵ La maladie hollandaise est un concept qui désigne les difficultés rencontrées par les Hollandais suite à la découverte et à l'exploitation de vastes réserves domestiques de gaz naturel. La littérature divise les effets de la maladie hollandaise en « effet de mouvement de ressources », « effet de dépense » et « effet de taux de change » (Corden, 1984 ; van Wijnbergen, 1984 ; Neary et van Wijnbergen, 2000 ; Carneiro, 2007). L'effet de mouvement de ressources est observé lorsque le secteur lucratif des ressources naturelles attire les ressources (talent, capital, dépense publique, etc.) provenant d'autres secteurs, contribuant ainsi à faire baisser leur croissance. L'effet de dépense se présente si les revenus issus des ressources naturelles créent une demande croissante (et donc l'inflation) dans d'autres secteurs de l'économie. L'effet de taux de change est constaté lorsqu'un large flux intérieur de devises étrangères provenant des exportations de pétrole et de gaz naturel cause une appréciation du taux de change réel.

III- Evaluation économétrique de l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique.

Ce chapitre permet, à l'aide de l'analyse économétrique, d'étudier l'impact des transferts de fonds par les émigrés sur la croissance économique.

1- Spécification du modèle

Suivant la revue de la littérature, l'étude des déterminants de la croissance économique nous conduit à exprimer le PIB en fonction des agrégats macroéconomiques. Concrètement, nous cherchons à déterminer l'influence des transferts migratoires sur la croissance économique à travers l'estimation des paramètres de la spécification économétrique.

Nous retenons un modèle linéaire afin d'examiner comment la croissance économique peut être affectée par les transferts de fonds. Ainsi nous spécifions l'équation d'estimation suivante :

$$PIB = \beta_0 + \beta_1 TRANSF + \beta_2 IMPORT + \beta_3 EXPORT + \beta_4 INVT + \beta_5 CONS + \varepsilon_t$$

PIB représente le Produit Intérieur Brut du Sénégal ; TRANSF représente les transferts migratoires effectués vers le Sénégal par les migrants ; IMPORT désigne les importations ; EXPORT désigne les exportations ; INVT désigne les investissements ; CONS désigne la consommation totale du Pays ; ε_t est le terme d'erreur ; β_0 c'est la constante ; β_i ($i = 1, \dots, 5$) les paramètres à estimer ;

Le Sénégal constitue l'unique pays qui compose notre étude. Les données concernant nos variables sont annuelles et vont de 1980 à 2005. (Cf. annexes, tableau 15).

La variable dépendante ou endogène est le PIB réel.

Les variables exogènes sont :

Les transferts migratoires : Les transferts de fonds sont définis, dans International Monetary Fund, Balance of Payments Statistics (2007), comme étant la somme des transferts des travailleurs, de la compensation des employés et des transferts des migrants. Nous nous attendons à un impact positif des transferts de fonds sur la croissance économique.

Les importations : Les importations sont égales aux montants annuels alloués aux importations. Les importations affectent négativement la croissance économique.

Les exportations : Les exportations sont égales aux montants annuels alloués aux exportations. Nous nous attendons à un impact positif des exportations sur la croissance économique.

Les investissements : C'est la formation brute de capital fixe. Conformément à la théorie macroéconomique, l'investissement est le moteur de la croissance économique, et par conséquent l'influence positivement.

La consommation : Nous avons considéré la consommation totale annuelle. La consommation stimule la production donc influence positivement la croissance économique.

Nos données proviennent pour l'essentiel de l'ANSD (Agence Nationale de la Statistique et de la démographie), de la DPEE (Direction de la Prévision et des Etudes Economiques) et du CEPOD (Centre d'Etudes de Politiques pour le Développement). D'autres comme les

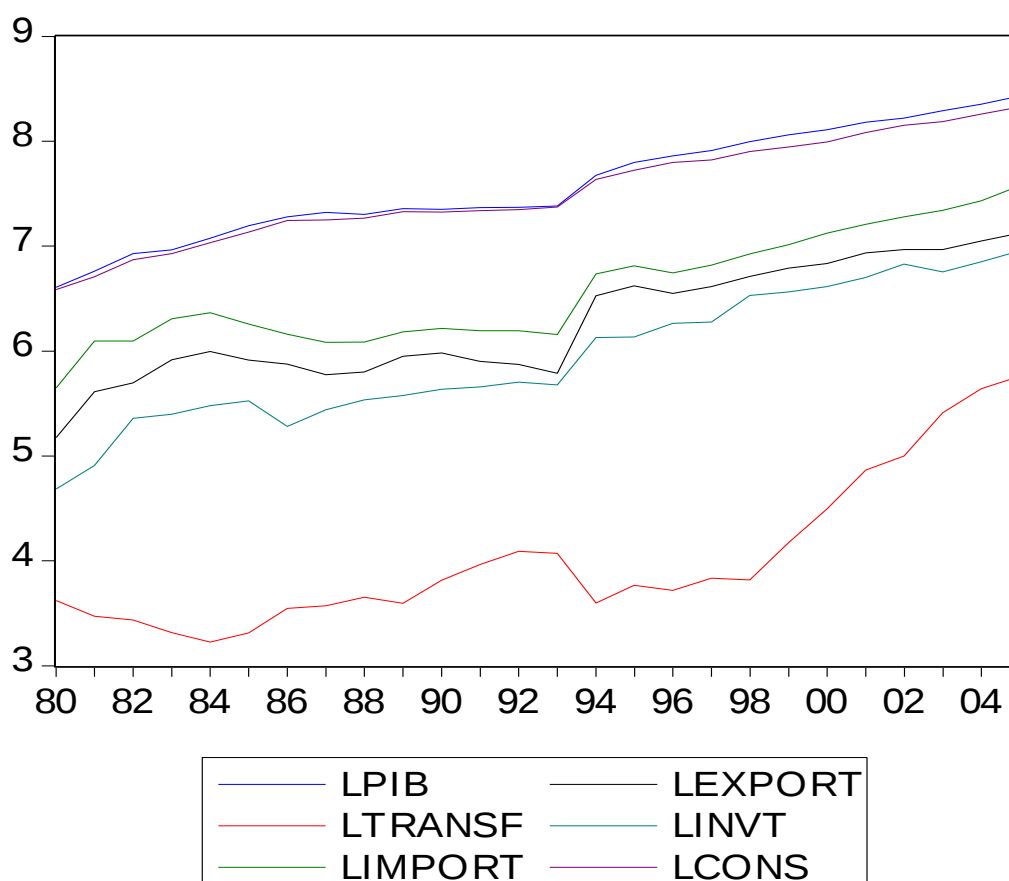
transferts de fonds, ont été obtenues à partir de documents de International Monetary Fund (2007) et de Balance of Payments Statistics (2007). Le Sénégal constitue notre échantillon et la période d'étude va de 1980 à 2005. La variable que nous cherchons à expliquer est le PIB. Le traitement des données s'est fait par Excel pour la saisie, et par Eviews pour le tracé des graphes et l'analyse économétrique des variables.

a- Analyse des données

Dans cette partie nous étudions la normalité de nos données, l'évolution des variables suivant la période d'étude et enfin la stationnarité des variables.

L'hypothèse de normalité est essentiel car elle précise la distribution statistique des estimateurs, c'est ainsi que l'inférence statistique se réalise. Nous utilisons le test de Jarque Bera pour le test de normalité. Selon ce test (Cf. annexes), toutes les variables ont une valeur Probability supérieure à 5% sauf la variable TRANSF. Donc toutes les variables suivent la loi normale sauf la variable TRANSF

Figure 2 : Evolutions comparées des variables



Nous constatons une évolution analogue tout au long de la période des variables LPIB, LIMPORT, LEXPORT, LINVT et LCONS avec des piques similaires en 1994 coïncidant avec la dévaluation du franc CFA. La variable LTRANSF présente une évolution assez différente, parce que contrairement aux autres variables, elle a débuté avec une évolution

décroissante jusqu'en 1984. De 1984 à 1993 l'évolution est certes croissante mais timide. La dévaluation n'a pas eu un effet positif sur la variable LTRANS car elle a entraîné une décroissance significative de cette dernière. De 1994 à 1998, la croissance est faible. Depuis 1998, elle a adopté un comportement évolutif croissant et régulier.

Le test de stationnarité nous renseigne sur la stationnarité ou non de la série. Dire qu'une série chronologique est stationnaire, c'est dire qu'elle est la réalisation d'un processus stationnaire. Ceci implique que la série ne comporte ni tendance ni saisonnalité et plus généralement aucun facteur n'évoluant avec le temps.

Dans notre cas, pour vérifier la stationnarité ou non de notre série, nous avons utilisé les tests :

- de Dickey-Fuller augmenté pour mettre en évidence le caractère stationnaire ou non de notre série temporelle par la détermination d'une tendance déterministe ou stochastique ; donc on ne fait pas hypothèse que le processus est un bruit blanc.
- de Phillips Perron, construit sur une correction non paramétrique des statistiques de Dickey-Fuller pour prendre les erreurs hétéroscédastiques.

Il ressort de ces tests de stationnarité que nos variables ne sont non stationnaires.

b- Estimation et tests économétriques

Nos variables étant non stationnaires, alors il y'a risque de cointégration. En effet, le caractère long de notre série impose de tester une éventuelle cointégration entre nos variables. L'étude de la cointégration est testée formellement à l'aide de procédures statistiques dont les plus utilisées sont celles de Engle et Granger (1987) et de Johansen (1988, 1991).

Le test de Dickey-Fuller Augmenté sur la série des résidus, montre qu'au seuil de 5%, l'ADF estimé est inférieur à la valeur critique ($-4,943170 < -3,6330$). Les résidus sont alors stationnaires donc pas de racine unitaire. Les variables LPIB, LTRANSF, LIMPORT, LEXPORT, LINVT et LCONS sont cointégrées au seuil de 5%.

Le test de Johansen révèle que le rang de cointégration est 2, on accepte donc l'hypothèse de cointégration. Les variables LPIB, LTRANSF, LIMPORT, LEXPORT, LINVT, et LCONS sont cointégrées au seuil de 5%. Le test de Johansen confirme les résultats obtenus avec le test Engle et Granger. Les logs de nos variables suivent la même évolution sur la période d'étude.

L'étude de la causalité met en évidence une relation entre les variables économiques. Au sens de Granger (1969), une variable Y est la cause d'une autre variable X, si la prédictibilité de X est améliorée lorsque l'information relative à Y est incorporée à l'analyse. Ainsi dire que X cause Y, signifie qu'il est préférable de prédire Y en connaissant X que sans le connaître.

Ainsi, à la lecture (Cf. annexes), on en déduit que :

- LPIB ne cause pas les variables LIMPORT, LEXPORT, LINVT, LCONS. Mais LPIB cause la variable LTRANSF avec $PC = 0,00754 < 5\%$.
- LTRANSF ne cause pas les variables LPIB, LEXPORT, LINVT, LCONS. Mais LTRANSF cause la variable LIMPORT avec $PC = 0,04279 < 5\%$.
- LIMPORT ne cause pas les variables LPIB, LEXPORT, LINVT, LCONS. Mais LIMPORT cause la variable LTRANSF avec $PC = 0,00497 < 5\%$.
- LEXPORT ne cause pas les variables LPIB, LIMPORT, LINVT, LCONS. Mais LEXPORT cause la variable LTRANSF avec $PC = 0,00358 < 5\%$.

- LINVT ne cause pas les variables LCONS, LIMPORT, LPIB. Mais LINVT cause les variables LTRANSF (PC = 0,00580 < 5%), LEXPORT (PC = 0,03831 < 5%).
- LCONS ne cause pas les variables LINVT, LEXPORT, LIMPORT, LPIB. Mais LCONS cause la variable LTRANSF (PC = 0,01046 < 5%).

A partir de l'estimation de notre modèle par la méthode des moindres carrés ordinaires, nous allons pouvoir étudier la significativité des paramètres.

L'Estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires

Dependent Variable: LPIB
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/09 Time: 20:39
 Sample: 1980 2005
 Included observations: 26

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.538728	0.300917	-1.790285	0.0886
LTRANSF	-0.029688	0.024056	-1.234141	0.2315
LIMPORT	0.186814	0.124537	1.500069	0.1492
LEXPORT	-0.130186	0.143014	-0.910304	0.3735
LINVT	-0.011696	0.046966	-0.249023	0.8059
LCONS	1.049977	0.075097	13.98161	0.0000
R-squared	0.998855	Mean dependent var	7.582747	
Adjusted R-squared	0.998568	S.D. dependent var	0.522172	
S.E. of regression	0.019757	Akaike info criterion	-4.811431	
Sum squared resid	0.007807	Schwarz criterion	-4.521101	
Log likelihood	68.54861	F-statistic	3488.604	
Durbin-Watson stat	1.371752	Prob (F-statistic)	0.000000	

Interprétation du coefficient de détermination

$R^2 = 0,998 \Rightarrow 99,8\%$ des fluctuations du PIB sont expliquées par le modèle ; ce qui veut dire qu'on a une bonne estimation, notre modèle est satisfaisant.

Test de significativité des paramètres : test de student

Au seuil de 5%, pour $n - k = 21$ degrés de liberté, le student théorique est de 2,080.

Pour toutes les variables, sauf la variable CONS, les t-statistic sont inférieurs à la valeur lue sur la table de Student (2,080). Donc ces variables n'ont pas d'impact significatif sur le PIB. Par contre la variable CONS a un t-statistic supérieur à la valeur lue (13,98161 > 2,080), donc a un impact significatif sur le PIB.

Test de significativité global du modèle

Le modèle est globalement significatif car la valeur de Prob (F-statistic) est inférieure à 5%.

Interprétation des coefficients

Les coefficients traduisent la variation de la variable expliquée (ici le PIB) suite à une variation de 10% de la variable explicative correspondante. Donc ce sont des élasticités.

$\beta_1 = \Delta \text{PIB} / \Delta \text{TRANSF} = -0,029688$ Signifie que, selon les estimations, une diminution de 10% des transferts de fonds par les migrants entraîne une diminution de 2,9688% du PIB.

$\beta_2 = \Delta \text{PIB} / \Delta \text{IMPORT} = 0,186814$ Signifie que, selon les estimations, une augmentation de 10% des importations, entraîne une augmentation de 18,6814% du PIB.

$\beta_3 = \Delta \text{PIB} / \Delta \text{EXPORT} = -0,130186$ Signifie que, selon les estimations, une diminution de 10% des exportations, entraîne une diminution de 13,0186% du PIB.

$\beta_4 = \Delta \text{PIB} / \Delta \text{INVT} = -0,011696$ Signifie que, selon les estimations, une diminution de 10% des investissements, entraîne une diminution de 1,1696% du PIB.

$\beta_5 = \Delta \text{PIB} / \Delta \text{CONS} = 1,049977$ Signifie que, selon les estimations, une augmentation de 10% de la consommation, entraîne une augmentation 104,9977% du PIB.

Le modèle devient alors :

$$\text{PIB} = -0,538728 - 0,029688\text{TRANSF} + 0,186814\text{IMPORT} - 0,130186\text{EXPORT} - 0,11696\text{INVT} + 1,049977\text{CONS} + \varepsilon t$$

Test d'hétéroscédasticité des erreurs : le test de White

Ce test permet de vérifier l'hétéroscédaticité des erreurs. La règle de décision est : le modèle est homocédastique si Probability est supérieure à 5% ; le modèle est hétéroscédastique si Probability est inférieur ou égale à 5%. Le test donne les résultats suivants :

White Heteroskedasticity Test:			
F-statistic	0.919466	Probability	0.541088
Obs*R-squared	9.880738	Probability	0.451018

Le test de White montre que les deux valeurs de Probability sont supérieures à 5% donc le modèle est homocédastique. Les estimations obtenues par les moindres carrés ordinaires sont optimales. Pour la régression du carré des résidus. Cf. Tableau 18, annexes.

Test d'autocorrélation des erreurs

Le test de Durbin Watson ($d_{\text{inf}} < DW < d_{\text{sup}}$ on est dans une zone de doute) ne nous permettant pas de se prononcer sur l'autocorrélation des erreurs d'ordre 1, alors nous recourons au test de Breusch Godfrey pour passer à un ordre supérieur à 1. L'idée du test est de rechercher une relation significative entre le résidu et ce même résidu décalé. La forme de l'équation est la suivante :

$$\varepsilon t = \rho_1 \varepsilon t - 1 + \rho_2 \varepsilon t - 2 + \dots + \rho_p \varepsilon t - p + u t$$

Le test se fait par la méthode des moindres carrés ordinaire.

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.004750	Probability	0.385768
Obs*R-squared	2.611110	Probability	0.271022

Résultats du test : Les valeurs de Probability sont supérieures à 5%, on accepte l'hypothèse H_0 ce qui implique que les erreurs sont non corrélées. (Cf. tableau 19, annexes)

Test de spécification du modèle : Test de Ramsey

Selon Ramsey, la plupart des erreurs de spécification dans les modèles est due au fait que le vecteur erreur ε est non nul (Cf. tableau 20, annexes). Le modèle considéré est le suivant :

$$Y = X\alpha + Z\beta + \varepsilon$$

Ramsey RESET Test:

F-statistic	1.405805	Probability	0.270833
Log likelihood ratio	3.773620	Probability	0.151555

Résultats du test : Les valeurs de Probability sont supérieures à 5%, on accepte l'hypothèse H_0 ce qui implique que le modèle est bien spécifié.

Les tests de stabilité

L'important pour l'estimation d'un modèle est qu'elle doit rester valable pour des données autres que celles qui ont été utilisées lors de l'estimation. Cela se traduit par la constance des paramètres. Les tests suivants nous permettent de vérifier cela.

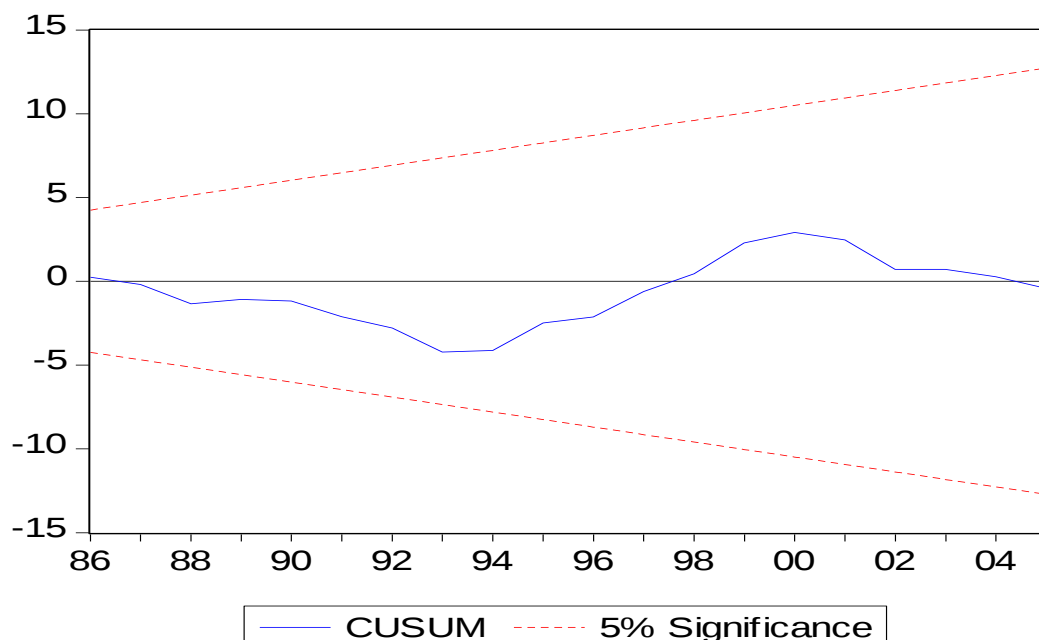
Le test de Chow ne nous permettant pas de se prononcer sur la stabilité, nous recourons au test de Cusum. Il est aussi appelé test de changement structurel et permet d'examiner si les coefficients de notre régression sont stables par rapport aux observations utilisées.

Ce test a été présenté par Brown, Durbin et Evans en 1975. Il permet de détecter des instabilités structurelles. Son intérêt réside dans le fait qu'il étudie, contrairement au test de Chow, la stabilité d'une régression sans définir a priori la date de rupture des coefficients. Le test de Cusum contourne ainsi le problème du choix arbitraire du point de rupture.

Le principe du test est le suivant :

C'est un test graphique, si la courbe sort du corridor, les coefficients du modèle sont instables. On conclut à la stabilité des coefficients du modèle le cas contraire.

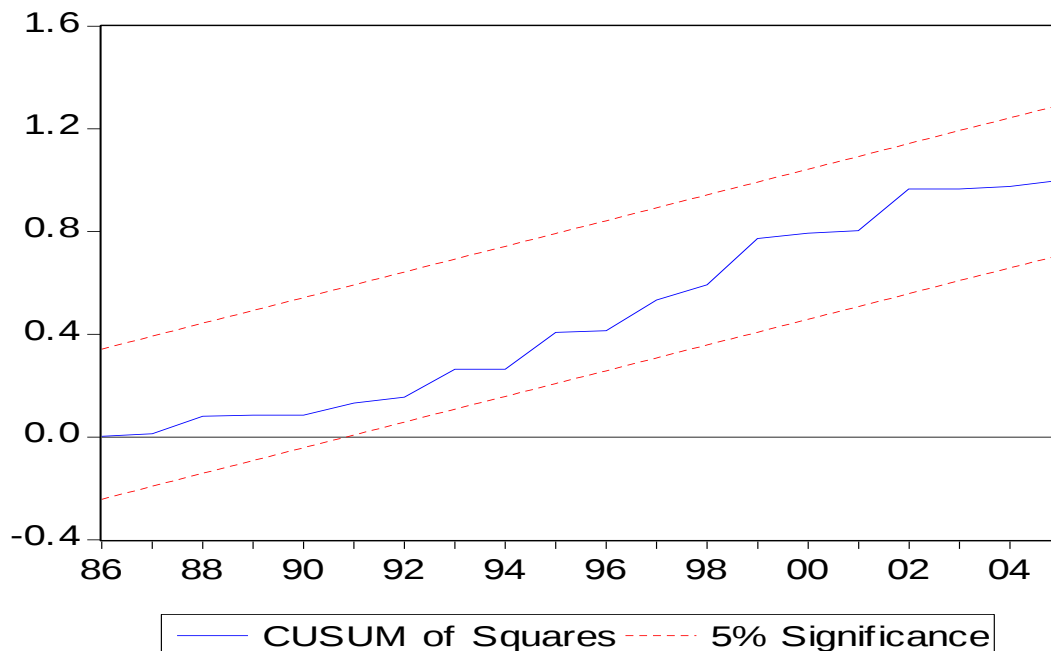
Figure 3 : Test de stabilité de Cusum



Résultat du test : De l'analyse de la courbe, on conclut à la stabilité structurelle du modèle.

Cependant, nous pouvons chercher, puisque le modèle est structurellement stable, des instabilités ponctuelles. Le test de Cusum carré nous permet cette vérification. Ce test permet de détecter des instabilités ponctuelles après l'estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires.

Figure 4 : Test de stabilité de Cusum carré



Résultat du test : De l'analyse de la courbe, on conclut à une absence d'instabilité ponctuelle. Notre modèle est parfaitement stable.

2- Analyse des résultats économétriques

Dans cette partie, nous allons présenter les résultats de notre étude et quelques implications en termes de politiques d'intervention de l'Etat en vue de l'amélioration de l'impact des transferts de fonds des émigrés sur la croissance économique.

a- Présentation des résultats

Le tableau d'estimation par les MCO indique les résultats de la régression économétrique par la méthode des moindres carrés ordinaires. Ce tableau montre un coefficient négatif et statistiquement peu significatif des transferts de fonds par les émigrés. Ainsi, les transferts effectués de l'étranger par les émigrés, n'ont pas un impact significatif sur le PIB et par conséquent sur la croissance économique, du moins directement.

Cependant, les résultats montrent une relation de causalité entre le PIB et les transferts de fonds. En effet, d'après le test de causalité de Granger, le PIB cause les transferts de migrants avec $\text{Probability Critique} = 0,00754 < 5\%$. Ce qui prouve l'existence de lien entre le PIB, donc la croissance économique et les transferts migratoires. L'inverse de cette relation de causalité n'est pas directement vérifié.

Toutefois, nombre de chercheurs ont supposé que l'ampleur de l'impact sur le développement et donc sur la croissance économique, des transferts de fonds des migrants, dépendait de la manière dont ces transferts sont dépensés. C'est ainsi que beaucoup d'ouvrages étudient les transferts à travers leurs utilisations, notamment la consommation, les investissements productifs, etc.

Procédons à une régression partielle entre la consommation et les transferts d'une part, entre les investissements et les transferts d'autre part pour voir qu'est ce qu'il en est pour notre étude.

Ainsi, suivant notre période d'étude, considérons les deux modèles qui suivent :

- $Cons = C + \beta TRANSF + \varepsilon$

Cons détermine la consommation

TRANSF détermine les transferts de fonds

C détermine la constante, β le paramètre à estimer et ε le terme d'erreur

Les résultats de la régression par la MCO, entre la consommation et les transferts de fonds, montrent un coefficient positif et statistiquement significatif de la consommation. Donc les transferts de fonds ont un impact direct sur la consommation et 65,95% des fluctuations de la consommation sont expliquées par les transferts et le modèle est satisfaisant car Prob (F-statistic) est inférieur à 5% ou le t-Statistic est supérieur à 1,96.

$\beta = \Delta Cons / \Delta TRANSF = 0,557793$ Signifie qu'une augmentation de 10% des transferts de fonds, entraîne une augmentation de 55,7793% de la consommation.

- $INVT = C + \beta TRANSF + \varepsilon$

INVT détermine les investissements, TRANSF les transferts de fonds, C la constante, β le paramètre à estimer et ε le terme d'erreur.

Les résultats de la régression par la MCO, entre les investissements et les transferts de fonds, montrent un coefficient positif et statistiquement significatif des investissements. Donc les transferts de fonds ont un impact direct sur les investissements et 70,2764% des fluctuations des investissements sont expliquées par les transferts et le modèle est satisfaisant car Prob (F-statistic) est inférieur à 5% ou le t-Statistic est supérieur à 1,96.

$\beta = \Delta INVT / \Delta TRANSF = 0,702764$ Signifie qu'une augmentation de 10% des transferts de fonds, entraîne une augmentation de 70,2764% de l'investissement

Ces deux régressions partielles nous permettent de voir la relation qui existe entre la consommation et les transferts d'une part, les investissements et les transferts d'autre part. En effet, elles montrent une corrélation positive et significative entre la consommation et les transferts et entre les investissements et les transferts.

Les résultats de la regression de notre équation principale, montrent un coefficient positif et statistiquement significatif de la Consommation, par contre ils montrent un coefficient négatif et pas significatif des investissements. Ce qui indique selon notre estimation, que les investissements issus des transferts de fonds n'ont pas d'impact significatif sur la croissance économique. Cependant la consommation a un impact considérablement significatif sur le PIB et par conséquent sur la croissance économique. Ainsi nous pouvons dire que les transferts de par la consommation ont un impact significatif sur la croissance économique.

En effet les sommes reçues par les familles sont presque entièrement utilisées à des dépenses de consommation des ménages. Selon des études récentes (Ch. Diop. 2003) sur l'utilisation des transferts migratoires ont montré que l'essentiel des transferts est alloué à la consommation soit 75%, 80% rapportés dans une autre étude (Daum, tiré de A. S. Fall : 2002). Cette orientation des transferts augmente du coup la consommation totale des

ménages qui se traduit par un accroissement de la demande intérieure en biens et services. Ainsi, des études ont montré que les transferts de fonds des émigrés peuvent exercer un effet multiplicateur considérable même quand ils ne sont pas investis. En effet, un dollar provenant d'un transfert, dépensé pour satisfaire des besoins essentiels, stimule le commerce de détail. Cela dynamise la demande de biens et services, et celle-ci stimule à son tour la production et l'emploi (Lowell et de la Garza, 2000). Des études indiquent également que les effets multiplicateurs peuvent entraîner une hausse substantielle du produit national brut.

Similaires avec d'autres résultats dans des études récentes, nos résultats indiquent que l'utilisation des transferts de fonds des émigrés est le facteur déterminant dans leur impact sur la croissance économique, notamment la consommation et les investissements. Cependant les investissements productifs occupent encore une place marginale dans les projets d'investissement des émigrés. Cette marginalisation résulte :

→ d'une part, du caractère prioritaire des dépenses de consommation. En effet, la plupart des fonds transférés sont consacrés aux dépenses de consommation courante (alimentation, habillement), de santé, d'éducation (frais de scolarité) ainsi qu'à l'achat de biens durables. L'immobilier (achat d'un terrain, rénovation ou achat d'un logement) et l'investissement productif constituent deux autres postes d'importance généralement secondaires au regard des dépenses de consommation courante.

→ d'autre part, des contraintes d'investissement pas forcément spécifiques aux émigrés. Un environnement peu favorable à l'investissement, des difficultés d'accès aux crédits du fait de leur absence d'historique bancaire, l'inexistence ou l'insuffisance de structure d'accompagnement et d'aide à la création d'entreprise, des contraintes administratives souvent liées à leur niveau d'instruction absent ou très faible, sont les principaux obstacles à l'investissement des émigrés.

Tout ceci entraîne évidemment des implications en termes de politiques de la part de l'Etat du Sénégal en vue de promouvoir les transferts de fonds et faciliter leur injection dans les circuits productifs.

b- Implications de politiques

Nos résultats de l'étude montre que les transferts de fonds des migrants, de part de leurs utilisations, notamment la consommation, impactent directement sur la croissance économique. Ainsi les politiques de stimulation de la croissance économique devraient intégrer les transferts de fonds des émigrés. Cette intégration concerne :

D'une part les utilisations. D'après une étude récente de la BAD (Banque Africaine de Développement 2008), au Sénégal en 2005, 11% des familles bénéficiaires des transferts ont utilisés les transferts dans des investissements productifs correspondant à 66 millions d'euros au moment où 764 millions d'euros sont alloués aux besoins familiaux et 424 millions d'euros à l'immobilier. Le montant faible des investissements indique que les transferts de fonds ne sont pas utilisés d'une manière rentable. Or selon Gupta et al, (2007), l'efficacité de l'impact des transferts de fonds sur la croissance, nécessite de les canaliser d'avantage vers les investissements productifs. Cela passe forcément par les banques à travers l'offre de crédits d'épargne et de crédits entrepreneuriaux qui permettront aux émigrés de renforcer leur capacité d'épargne et d'investissement.

Par ailleurs, il est impérieux de mettre sur place ou de renforcer les structures d'aide qu'elles puissent accompagner les migrants dans leur processus d'investissement. A cet égard les efforts du Sénégal sont louables, à savoir : identifier les projets porteurs et les assister afin d'améliorer leurs capacités à entreprendre et à gérer les activités productives et de les financer, au besoin, par un fonds d'appui à l'investissement des sénégalais de l'extérieur.

D'autre part les modes d'envoyer les fonds. Les montants des transferts dont nous disposons ne sont que des estimations, les autorités ne peuvent pas à ce jour donner le montant exact des transferts. Il urge de faire en sorte que les montants transférés empruntent des circuits formels par une stratégie de bancarisation des migrants et par la stimulation de la concurrence au niveau des institutions de transferts. Cette stimulation peut se faire par une réglementation plus souple. Ainsi Les résultats de la BAD (2008) montrent que, plus le marché de transferts de fonds est concurrentiel, plus les transferts de fonds passent par les circuits formels. En effet, la concurrence fait baisser considérablement les coûts de transaction.

Conclusion

A partir de la méthode des Moindres Carrés Ordinaires, nous avons montré, pour la période 1980-2005, que les transferts de fonds impactent sur la croissance économique à travers leurs utilisations.

Cependant les transferts profitent moins à l'entrepreneuriat, servent davantage à soutenir la consommation et créent du coup un risque moral par la dépendance qu'ils installent chez les bénéficiaires.

Pour améliorer l'impact des transferts de fonds des émigrés sur la croissance économique, il faudrait que ceux-ci soient plus orientés vers les investissements productifs et empruntent davantage des circuits formels car la connaissance exacte de leur montant peut aider à la prise de décision par les autorités compétentes.

Ainsi cette présente étude encourage beaucoup une intervention publique pour mieux assurer la jonction entre transferts de fonds des émigrés et croissance économique au Sénégal. Le Sénégal est un pays qui a une longue expérience en matières de migration mais les effets, surtout économiques, de ce phénomène reste encore difficile à évaluer sur le plan macroéconomique.

Bibliographie

Adams, R.H., Jr. (1998), Remittances, Investment, and Rural Asset Accumulation in Pakistan, *Economic Development and Cultural Change* no 47, October, pp. 155-173.

Adams, R.H., Jr. (1991), The Effects of International Remittances on Poverty, Inequality and Development in Rural Egypt, Research Report no 96, International Food Policy Research Institute.

Alban, A. E. Ahoure. « Migrations, Transferts, Gouvernances et Croissance dans les pays d'Afrique sub-saharienne : Une analyse à partir de données de panel ». Séminaire sur les migrations. IMI WORKSHOP, Rabat, November 2008.

ANSD. Situation Economique et Sociale du Sénégal. 2005.

ANSD. Situation Economique et Sociale du Sénégal. 2007. Octobre 2008.

ANDS. Comptes Nationaux du Sénégal.

ANSD. Banque de données des indicateurs sociaux du Sénégal. Edition 2005-2006.

ANDS. Banque de données économiques et financières. 2006 version définitive. Janvier 2008.

ANDS. Recensement Général de la Population et de l'Habitat. 2002.

Banque Africaine de Développement (2008), "Les transferts des fonds des migrants, un enjeu de développement"

Banque Mondiale. Bureau Régional (Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Niger). « Conjoncture Economique du Sénégal ». 2006.

Binford, L. (2003): 'Migrant remittances and (under) development in Mexico', *Critique of Anthropology*, Vol. 23, No. 3, pp. 305–336.

Besson, Eric. « Les migrants, acteurs du développement solidaire ; Soutenir les initiatives des migrants en faveur du développement de leur pays d'origine ». Rapport de mission à l'intention du gouvernement français. Septembre 2008.

Bourbonnais. Econométrie. 6^{ème} édition.

Buch, C., A. Kuckulenz Et M. Le Manchec (2002), Worker Remittances and Capital Flows, Kiel Working Paper no 1130, Kiel Institute for World Economics, Kiel.

Catrinescu, N.; N., Leon-Ledesma; M., Piracha, et Quillin, B. (2008): "Remittances, institutions and economic growth", *World Development* (2008), doi:10.1016/j.worlddev.2008.02.004

Chami, R., C. Fullenkamp, et S. Jahjah (2003), "Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?" International Monetary Fund, Working Paper 03/189 Corden, W. M. (1984), "Booming sector

Chami, R., Fullenkamp, C. and Jahjah, S. (2005): "Are immigrant remittance flows a source of capital for development?" IMF Working Paper WP/03/189

De Haas, H. (2008): "Migration and development: A theoretical perspective", International Migration Institute Working Papers, No. 9,

Dieng, Ababacar Seydi. [2000]. « Epargne, crédit et migration : le comportement financier des migrants maliens et sénégalais en France ». Thèse soutenue en 2001.

Djajic S. (1986): "International migration, remittances and welfare in a dependent Economy", Journal of Development Economics, 21, pp.229-34

Djajic, S. (1998), « Emigration and Welfare in an Economy with Foreign Capital », Journal of Development Economics, no 56, pp. 433-445.

Domingues Dos Santos M. et F. Postel-Vinay: (2003), "Migration as a source of growth: the perspective of a developing country," Journal of Population Economics 16 (1), pp.161-75

Doucouré, Fodiyé Bakary. [2007-2008]. Méthodes Econométriques. 5^{ème} édition.

DPEE. « Impact des Transferts des migrants sur la pauvreté au Sénégal ». Document d'études N°07. Mai 2008.

DPEE. « Quelle a été la contribution de la Politique Budgétaire à la croissance économique du Sénégal ». Document d'étude N°05.

DPEE. Situation Economique et Financière en 2008 et Perspectives en 2009. Décembre 2008.

Drinkwater, S., P. Levine Et E. Lotti (2003), The Labour Market Effects of Remittances, Flowenla Discussion Paper no 6, Hamburg Institute of International Economics, Hamburg.

Duval Laetitia, Wolff François-Charles. «Transferts migratoires et environnement: la déforestation dans les pays en développement ». Août 2008.

Giuliano, P., and Ruiz-Arranz, M. (2005): "Remittances, financial development, and Growth", IMF Working Paper No. 05/234

Glytsos, N.P. (1993), « Measuring the Income Effects of Migrant Remittances: A Methodological Approach Applied to Greece », Economic Development and Cultural Change, vol. 42(1), pp. 131-168.

Hellou Samira, Gontas Madjid, Bennamar Abdelhak. « Les envois de fonds : quel effet sur la pauvreté dans la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) ». Octobre 2008.

ISBN. « Perspectives des migrations internationales ». SOPEMI-Edition 2006-OCDE 2006.

Kapur D. (2004): "Remittances: the new development mantra?" UNCTD G-24 Discussion Paper No. 29

León-Ledesma, M. et M. Piracha (2001), «International Migration and the Role of Remittances in Eastern Europe », Studies in Economics, no 0113, Department of Economics, University of Kent.

Lipton, M. (1980): "Migration from the rural areas of poor countries: the impact on rural productivity and income distribution", World Development Vol. 8 (1) pp. 1-24

Lowell, B.L. Et R.O. De La Garza (2000), The Developmental Role of Remittances in US Latino Communities and in Latin American Countries, A Final Project Report, Inter-American Dialogue.

Lucas, R.E.B. (2005): “International migration and economic development” Stockholm: Expert Group on Development Issues”, Swedish Ministry for Foreign Affairs.

Martin, P., S. Martin Et P. Weil (2002), « Best Practice Options: Mali », International Migration, vol. 40(3), pp. 87-99.

Mesnard, A. (2001) : “Migration temporaire et mobilité intergénérationnelle”, Recherches Economiques de Louvain, Vol 67(1), pp.61-90.

Murfin, Laurence. « Les sénégalais en Allemagne : Quotidien et stratégies de retour ». 2003
Ndiaye, A. S. « Comment le développement financier influence-t-il l’impact des transferts de fonds sur la croissance économique au Sénégal ». Conférence Economique Africaine 2008 sur Mondialisation, Institutions et Développement de l’Afrique, Tunis, Tunisie, 12-14 Novembre 2008.

Puri, S. et T. Ritzema (1999), Migrant Worker Remittances, Micro-Finance and the Informal Economy: Prospects and Issues, Working Paper

Ratha, D. (2003), “Workers’ Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance”, Global Development Finance, 2003-Striving for Stability in Development Finance, (Washington: World Bank)

Sander Cerstin, Barro Issa. « Etude sur le transfert d’argent des émigrés au Sénégal et les services de transfert en microfinance ». Social Finance Programme. Document de travail (n°40).

Stark, O. (1991), The Migration of Labor, Blackwell, Oxford and Cambridge, Massr no 21, Social Finance Unit, International Labour Organization, Geneva.

Straubhaar, T. (1988), On the Economics of International Labor Migration, Haupt, Bern-Stuttgart.

Straubhaar, T. et M. Wolburg (1999), « Brain Drain and Brain Gain in Europe. An Evaluation of the East-European Migration to Germany », Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, vol. 218 (5+6), pp. 574-604.

Zachariah K. C, E. T. Mathew, Rajan S. I. (2001): “Impact of migration on Kerala’s economy and society”, International Migration Vol 39, pp. 63-88

Webographie

www.migreinter.org

www.oecd.org

Table des matières

RESUME.....	2
INTRODUCTION	3
I- Transferts migratoires et croissance économique au Sénégal : les faits stylisés	5
1- Principales tendances des transferts migratoires	5
a- Evolution des transferts de 1974-2005.....	5
FIGURE 1 : EVOLUTION DES TRANSFERTS DE FONDS AU SENEGAL DE 1974 A 2005.....	5
b- Les utilisations de ces transferts	6
c- Analyse descriptive des transferts	6
2- Les transferts de fonds et la croissance économique	7
a- Les facteurs déterminants de la croissance économique	7
b- Analyse de quelques ratios	8
II- REVUE DE LA LITTERATURE SUR TRANSFERTS DE FONDS DES EMIGRES ET CROISSANCE ECONOMIQUE.....	9
1- La littérature théorique	9
2- La littérature empirique.....	10
a- La thèse développementaliste	10
b- Les supporters du « syndrome à l'émigration »	11
III- EVALUATION ECONOMETRIQUE DE L'IMPACT DES TRANSFERTS DE FONDS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE.	12
1- Spécification du modèle.....	12
a- Analyse des données.....	13
FIGURE 2 : EVOLUTIONS COMPAREES DES VARIABLES	13
b- Estimation et tests économétriques	14
L' ESTIMATION PAR LA METHODE DES MOINDRES CARRES ORDINAIRES. 15	
Test d'hétéroscédasticité des erreurs : le test de White	16
Test d'autocorrélation des erreurs.....	16
Test de spécification du modèle : Test de Ramsey.....	16

Les tests de stabilité.....	17
FIGURE 3 : TEST DE STABILITE DE CUSUM.....	17
FIGURE 4 : TEST DE STABILITE DE CUSUM CARRE.....	18
2- Analyse des résultats économétriques	18
a- Présentation des résultats	18
b- Implications de politiques	20
CONCLUSION	21
BIBLIOGRAPHIE	22
TABLE DES MATIERES	25